

PRÉFET DE LA RÉGION BRETAGNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement de Bretagne

Arrêté préfectoral portant décision après examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement

Le Préfet de la région Bretagne

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 28 avril 2025 portant nomination de M. Louis LE FRANC préfet du Finistère ;

Vu le décret du 24 juin 2026 portant cessation de fonction de M. Franck ROBINE, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu le décret du 24 juin 2026 portant nomination de Mme Emmanuelle DUBEE, préfète de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2021 nommant M. Eric FISSE directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, à compter du 1er novembre 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°1/2026/DREAL/DSG du 1er juillet 2026 portant délégation de signature à M. Eric FISSE directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1er juillet 2026 portant subdélégation de signature à Mme Aurélie MESTRES et M. Yves SALAÛN, respectivement directrice adjointe et directeur adjoint de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu le dossier de demande d'examen au cas par cas n° 2026-018237 relatif au projet de **construction d'une piste cyclable le long de la RD72 et de l'ancienne RD72 reliant les communes de Pleumeleuc, de Bédée et de Montfort-sur-Meu (35) et de sécurisation de la RD 72**, déposé par le Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine, reçu le 19 mai 2026 et considéré complet le 3 juin 2026 ;

Considérant que l'intérim des fonctions de préfet de la région Bretagne est exercé par M. Louis LE FRANC préfet du Finistère, jusqu'à la prise de fonction de Mme Emmanuelle DUBEE ;

Considérant que ce projet relève de la catégorie n°« 06° a) Construction de routes classées dans le domaine public routier de l'État, des départements, des communes et des

www.bretagne.developpement-durable.gouv.fr

établissements public de coopération intercommunale » et « 06° c) Pistes cyclables et voies vertes » du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant la nature du projet :

- construction d'une piste cyclable d'environ 6 km, reliant le centre de Pleumeleuc (Place des Voyages) à la gare de Montfort-sur-Meu via Bédée ; ce projet comprend la création ou l'adaptation d'ouvrages, dont un élargissement de boviduc, la réalisation de passerelles et la création d'un passage assurant la continuité cyclable ;
- couplé à une opération routière visant à sécuriser le secteur accidentogène de La Radois. cette opération prévoit la création d'un giratoire, le désaxement de la RD72 pour améliorer la visibilité et intégrer la piste cyclable en rive ouest, la suppression du carrefour existant, ainsi que du tourne-à-gauche.

Considérant la localisation de ce projet :

- sur les communes de Pleumeleuc, de Bédée et de Montfort-sur-Meu le long de la RD72 et de l'ancienne RD72 ;
- le tracé du projet passe par cinq zones humides (ZH1 : 554 m², ZH3 : 211 m², ZH4 : 253 m², ZH8 : 220 m² et ZH9 : 208 m²) couvrant une surface totale de 1 446 m².

Considérant que :

- l'implantation d'une voie douce induira la consommation de 5,39 ha d'espaces agricoles en marge des linéaires de voirie existants, sans que cette artificialisation partielle d'espaces soit considérée comme notable au sens de l'évaluation environnementale du fait des faibles surfaces impactées ;
- le projet évite un habitat floristique d'intérêt communautaire ;
- le projet intègre une gestion des eaux pluviales fondée sur des dispositifs à ciel ouvert (bassins d'infiltration et de rétention, fosses, noues), complétés par une chaussée réservoir sous la piste cyclable, permettant de favoriser l'infiltration, de réguler les débits et de limiter les risques de pollution ;
- des murs de soutènement seront réalisés afin d'éviter toute emprise sur les zones humides répertoriées au niveau du ruisseau (Le Patis du Pont) ;
- des passerelles sur micropieux seront réalisées au-dessus des zones humides afin de limiter les impacts sur ces milieux sensibles.

Considérant que le projet, au vu des éléments fournis, n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive européenne susvisée et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

Arrête :

Article 1^{er}

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de **construction d'une piste cyclable le long de la RD72 et de l'ancienne RD72 reliant les communes de Pleumeleuc, de Bédée et de Montfort-sur-Meu (35) et de sécurisation de la RD 72** est dispensé de la production d'une étude d'impact.

Article 2

La présente décision est délivrée au regard des informations contenues dans le formulaire et ses annexes. Elle peut être remise en cause si les résultats d'études ultérieures mettent en évidence des impacts ou une sensibilité particulière du milieu.

www.bretagne.developpement-durable.gouv.fr

Article 3

Cette décision, délivrée en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis. Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une étude d'impact ne dispense pas le pétitionnaire de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L 110-1 du code de l'environnement, particulièrement en ce qui concerne le principe d'action préventive et de correction.

Article 4

Le présent arrêté sera transmis au pétitionnaire, avec copie au Préfet du département concerné. Par ailleurs, il sera publié sur le site Internet de la DREAL Bretagne.

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Monsieur FISSE Eric
Le mardi 7 juillet 2026